



PRÉFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Autorité Environnementale Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative au projet dénommé « projet d'entrepôt logistique –
38140 Rives » sur la commune de RIVES (Isère)**

**Décision n° 2016-ARA-DP-00206
G 2016-003182**

DREAL AUVERGNE-RHONE-ALPES / Service CIDDAE
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/>

Décision du 12/12/2016
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2016-326 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 8 juillet 2016, portant délégation de signature à madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes – attributions générales ;

Vu l'arrêté n° DREAL-DIR-2016-08-01-63 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 1^{er} août 2016, portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas reçue et considérée complète le 8 novembre 2016, déposée par la société SCI Les Alpains et enregistrée sous le numéro 2016-ARA-DP-00206, relative à un projet d'entrepôt logistique, sur la commune de Rives (Isère) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé en date du 14 novembre 2016 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 24 novembre 2016 ;

Considérant la nature du projet,

- qui consiste en la construction d'un entrepôt avec dépôt de permis de construire pour un bâtiment de surface de plancher estimée à 25 000m² environ sur un terrain de 5,6 hectares avec aménagements de voiries, de bassins, d'aires de manœuvre et d'espaces paysagers ;
- qui est annoncé comme relevant de la rubrique 36 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet,

- au sein d'un espace économique intercommunal de Bièvre Dauphine ;
- sur une parcelle classée urbaine au document d'urbanisme de la commune de Rives ;
- au Nord de la commune, en bordure de l'A48 et à proximité du diffuseur de Rives ;
- ceinturée de zones agricoles et isolée de toute zone d'habitat ;

Considérant, que l'implantation du projet, situé en bordure immédiate des infrastructures routières notamment en bordure de l'A48 et du diffuseur autoroutier de Rives, permet de minimiser l'impact des flux routiers engendrés par le projet ;

Considérant, que le projet concerne un secteur agricole dépourvu d'enjeux naturalistes identifiés ;

Considérant, eu égard aux autres enjeux environnementaux, que le projet ne se situe dans aucun zonage réglementaire ou d'inventaire qui pourrait mettre en évidence une sensibilité environnementale particulière ;

DÉCIDE :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « **projet d'entrepôt logistique – 38140 Rives** » sur la commune de Rives, dans le département de l'Isère, objet du formulaire n°2016-ARA-DP-00206, **n'est pas soumis à étude d'impact** au regard de la rubrique 36 du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures ou études d'impact auxquelles le projet pourrait être soumis par ailleurs (réglementations ICPE et loi sur l'eau par exemple).

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région.

Pour le préfet de région, par délégation,

Pour la Directrice en charge de la Délégation,
Pôle Autorité Environnementale



Yves MEINIER

Voies et délais de recours

Une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact doit faire l'objet d'un recours administratif préalable, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux (article R. 122-3, V, du code de l'environnement).

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69 453 LYON CEDEX 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux (notamment si ce dernier est obligatoire -voir ci-dessus) ou de la publication ou de la notification de la présente décision. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin, 69 433 LYON CEDEX 03